

10 Débats

25 ans après, il faut un nouveau plan pour la Bosnie

OPINION

Vingt-cinq ans après le début de la guerre en Bosnie, le moment est venu de mettre un terme à un après-guerre interminable. Si, dans un premier temps, les résultats obtenus furent non négligeables, ils s'avèrent cependant décevants sur le long terme. La Bosnie se trouve prise dans les rets d'une transition multiple: du socialisme yougoslave à la démocratie, d'une économie planifiée à une économie de marché, de la guerre à la paix et d'un pays assisté à un pays souverain. Cette transition kafkaïenne a cimenté les clivages communautaires et sociétaux.

Paradoxalement, la fin du quasi-protectorat et le processus d'intégration européenne ont renforcé les résistances locales, le blocage des réformes engagées ainsi que la paralysie des institutions. A ce constat s'ajoute un contexte international en profonde mutation: la restauration de la puissance russe, la fin de l'interventionnisme libéral (démondialisation), le retour des clivages entre sociétés ouvertes et sociétés fermées, la remise en question de l'ordre international et le retour des questions de sécurité en Europe centrale et occidentale. Bref, autant d'éléments nécessitant de reconsidérer la situation de la Bosnie.

Pour rappel, le sommet de l'Union européenne de Thessalonique de 2003

promettait un rapide élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux. Depuis, l'Union a substitué à l'intégration promise une politique minimaliste de maintien du statu quo, une stratégie qui s'avère contre-productive dans un contexte d'instabilité régionale. La Bosnie reste sur le bas-côté du chemin conduisant à Bruxelles.

Afin d'éviter le retour d'une logique guerrière, la communauté internationale doit assumer ses responsabilités et ce plus particulièrement dans deux domaines.

Premièrement, les accords de paix de Dayton (signés à Paris) ont vécu. S'ils devaient faire sens en 1995, ils obstruent actuellement l'avenir du pays. La responsabilité des acteurs locaux, régionaux et internationaux est ici pleinement engagée. D'où la nécessité d'engager un processus de «Dayton II», soit une conférence internationale abordant les nécessaires révisions constitutionnelles, mettant notamment un terme à l'actuelle division territoriale dysfonctionnelle, qui n'a du reste aucune légitimité historique.

Deuxièmement, il importe de rappeler que l'intégrité territoriale de la Bosnie a toujours été protégée et garantie par un cadre fédéral plurinational: d'abord celui de l'Empire ottoman, ensuite celui de l'Empire autrichien

puis austro-hongrois et, enfin, celui constitué par les différents Etats yougoslaves. Aujourd'hui, seule l'Union européenne est à même de procurer un tel référentiel à la Bosnie. D'où la priorité d'en garantir au plus vite l'intégration.

L'intégrité territoriale de la Bosnie a toujours été protégée et garantie par un cadre fédéral plurinational

Comment? Par l'organisation d'un référendum national portant sur l'adhésion de la Bosnie à l'UE. Une telle initiative ne ferait qu'anticiper un passage obligé sur le chemin de l'adhésion; elle permettrait de mobiliser les forces sociales et politiques autour d'un projet fédérateur et de contrecarrer efficacement le projet séparatiste dont rêve le fantasque leader de la République serbe

de Bosnie. Ce référendum s'impose d'autant plus qu'il permettrait de créer un processus politique conduisant à la fermeture du Bureau du haut représentant (OHR) – condition indispensable pour que la Bosnie dépose sa candidature auprès de l'UE.

Dans sa lettre de 1992 aux citoyens de Sarajevo, alors assiégée, l'architecte Bogdanovic soulignait que la défense de la ville était le seul choix éthique possible pour l'avenir. Nous y voyons aussi la clé d'un possible processus de réintégration de la Bosnie. Sarajevo — comme d'autres villes bosniennes, Mostar, Tuzla, Banja Luka, Breko et Bihac — constitue à nos yeux un pôle urbain, cheville ouvrière d'une structure territoriale composée de régions pouvant bénéficier des synergies de l'Europe des régions. Un tel redécoupage, bien plus en phase avec l'histoire du pays, doterait la Bosnie d'un Etat fonctionnel en mesure d'écarter l'actuelle stratégie de la tension et d'affronter les défis qu'attend le pays.

Une nouvelle génération doit s'engager sur ce terrain. Si le «printemps bosnien» de 2014 s'est quelque peu essoufflé, il n'en a pas moins semé des graines d'espoir. Le principe d'espérance, plus fort que la peur et les désillusions, a l'avenir pour lui. La scène artistique bosnienne illustre la voie à suivre. L'art, qui nous rapproche de la vérité, peut servir de boussole en des temps incertains. ■

CHRISTOPHE SOLIOZ
POLITOLOGUE ET
PROFESSEUR
DE PHILOSOPHIE



WOLFGANG PETRITSCH
PRÉSIDENT DE LA
FONDATION AUTRICHIENNE
PLAN MARSHALL

